

Alimentation, Finance et cohésion sociale dans l'est de la RDC : Leçons tirées des projets MNHP et RENUGL

RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION

JUIN 2026



CONTENU

Résumé Exécutif	3
Contexte du Projet	4
À Propos des Projets MNHP et RENUGL	5
La Méthodologie D'examen des Projets	7
Impact du Projet	8
I. Productivité et Moyens de Subsistance des Agriculteurs	8
II. Résilience Climatique, Adaptation et Agroécologie	9
III. Sensibilité au Genre et Autonomisation des Femmes	10
IV. Nutrition	12
V. Participation et Cohésion Communautaires	13
Conclusions et Recommandations	16

Remerciements :

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à toutes les personnes, communautés, institutions gouvernementales, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et aux partenaires de la société civile qui ont contribué à la réalisation de cette évaluation.

Nous adressons nos remerciements les plus sincères aux petits exploitants agricoles, aux femmes, aux hommes et aux jeunes, ainsi qu'aux communautés du Sud-Kivu et du Tanganyika, qui ont généreusement partagé leurs expériences, leurs points de vue et leur temps tout au long de cette évaluation. Leurs témoignages, leur résilience et leur vécu demeurent au cœur de ce travail et continuent d'alimenter les réflexions sur les systèmes alimentaires durables et résilients face l'impacts du changement climatique dans les contextes de crise.

Nous saluons également les efforts considérables de coordination déployés aux niveaux national et provincial avec la FAO, les équipes PMNS/UG-PDSS, les organisations de la société civile partenaires, les structures de coordination provinciale et les autorités locales. Leur collaboration a été essentielle pour harmoniser la méthodologie, la coordination logistique et le respect des mesures de sécurité tout au long de la mission, dans un contexte particulièrement instable. Leur engagement, leur réactivité et leur soutien constant ont grandement contribué au succès de l'évaluation sur le terrain.

Enfin, nous tenons à remercier tout particulièrement les relecteurs, les experts techniques et ainsi que l'ensemble de nos collègues dont le temps, les commentaires constructifs et les précieuses contributions ont permis d'améliorer la qualité, la rigueur et la pertinence de ce document.

Résumé Exécutif

ACTIONAID RDC, par le biais du Partenariat de la société civile pour le GAFSP, a mené une évaluation des projets en cours de mise en œuvre : le Projet multisectoriel de nutrition et de santé (MNHP) et le Projet de résilience et de nutrition dans la région des Grands Lacs (RENUGL), dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) : à Bukavu et à Walungu (Sud-Kivu) et à Kalemie (Tanganyika), entre novembre et décembre 2025. Cette évaluation a utilisé des méthodes qualitatives participatives, féministes et sensibles aux conflits, en mettant l'accent sur les femmes, les communautés autochtones Batwa et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI).

L'évaluation a confirmé des progrès significatifs au niveau des ménages en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de résilience. Les agriculteurs ont adopté des pratiques agroécologiques, notamment la diversification des cultures et l'utilisation de biofertilisants, ce qui a permis d'accroître significativement les rendements agricoles et de réduire l'insécurité alimentaire. Les cultures biofortifiées et les potagers ont également amélioré la diversité alimentaire, en particulier pour les femmes et les enfants. Par ailleurs, les liens établis avec les centres de santé ont permis au projet d'atteindre les personnes les plus vulnérables à la malnutrition. Cependant, les gains de productivité contribuent principalement à la sécurité alimentaire des ménages plutôt qu'à la génération de revenus supplémentaires, en raison de l'insécurité persistante, des infrastructures insuffisantes et de l'absence de circuits de

commercialisation structurés. Les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) se sont révélées être un mécanisme de résilience efficace, permettant aux ménages – et notamment aux femmes, de faire face aux chocs, de répondre à leurs besoins essentiels et de lancer de petites activités génératrices de revenus. L'autonomisation économique des femmes a considérablement renforcé leur pouvoir de décision au sein des ménages, leur statut social et leur dignité. La cohésion sociale s'est également avérée essentielle : les clubs Dimitra ont permis de contribuer à réduire les tensions intercommunautaires, à résoudre les conflits entre agriculteurs et éleveurs et de faciliter les activités agricoles. Ces résultats soulignent l'importance de la consolidation de la paix comme condition préalable aux interventions techniques dans les contextes fragiles. Les Organisations de la Société Civile (OSC) locales se sont révélées être des acteurs clés de mise en œuvre du projet, restant actives même lors des périodes d'insécurité accrue.

Malgré des résultats encourageants au niveau des ménages, le projet a rencontré des difficultés de pérennité liées à l'insécurité persistante, à l'insuffisance des infrastructures et le manque de cohérence dans les mécanismes de financement. Les changements brusques de modalités de financement, qui ont parfois affaibli la confiance des communautés et exposé les femmes à des risques fonciers, ainsi que le faible investissement dans les services publics de vulgarisation agricole, constituent des menaces persistantes pour son impact à long terme.

Recommandations clés

- **Réduire l'étendue géographique** : concentrer les projets futurs sur un nombre limité de villages.
- **Renforcer les capacités gouvernementales** : équiper et doter en ressources les agents publics de vulgarisation agricole.
- **Intégrer la planification du projet** : Harmoniser la planification, l'approvisionnement et le décaissement du MNHP et du RENUGL afin d'éviter une mise en œuvre fragmentée et à deux vitesses.
- **Soutenir les OSC locales comme socle de résilience** : réserver un financement flexible aux OSC locales pour assurer la continuité en période d'insécurité et de retrait international.
- **Renforcer la gouvernance participative** : accroître l'implication des OSC et de la communauté dans la planification, la budgétisation et le suivi, permettant ainsi des décisions adaptatives et menées par la communauté.
- **Évitez les changements de financement brusques** : utilisez des transitions de financement ou de contrat progressives et transparentes pour préserver la confiance de la communauté et prévenir l'endettement des ménages.
- **Prendre en compte le travail de soins non rémunéré** : intégrer des approches de dialogue au sein des ménages pour promouvoir une répartition plus équitable du travail domestique.
- **Réduire la pauvreté numérique** : investir dans les infrastructures numériques communautaires de base pour améliorer l'accès à l'information sur les marchés et aux services financiers.
- **Soutenir la mécanisation à petite échelle** : faciliter l'accès à des outils électriques partagés ou financés par des AVEC afin de réduire la charge de travail et de favoriser la mise à l'échelle.
- **Renforcer l'accès des femmes à la terre** : intégrer le plaidoyer en faveur du régime foncier ou les mécanismes de crédit foncier aux côtés des intrants agricoles.
- **Améliorer l'organisation du marché** : soutenir les points de collecte ou les coopératives afin de réduire les coûts de transport et d'accroître le pouvoir de négociation des agriculteurs.

Contexte du Projet

La République démocratique du Congo (RDC) est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, avec une population estimée à environ 111 millions d'habitants (2024). Malgré plus de 80 millions d'hectares de terres arables et d'importantes ressources en eau douce, le pays demeure parmi les plus pauvres du monde : environ 74,6 % de la population vit dans la pauvreté et 22,5 % souffre d'insécurité alimentaire aiguë. La malnutrition chronique demeure très répandue : 47,9 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance. Le lien structurel entre une agriculture peu productive, une alimentation peu diversifiée et de mauvais résultats nutritionnels est particulièrement marqué dans les provinces rurales touchées par les conflits.

L'agriculture principale source de revenu en milieu rural, emploie entre 70 et 75 % de la population. Ce secteur est dominé par une production vivrière pluviale à petite échelle, caractérisée par une faible productivité, une mécanisation minimale, des systèmes de vulgarisation agricole peu développés et un accès limité aux intrants certifiés. Ainsi, malgré un fort potentiel agricole national, moins de 10 % des terres arables sont actuellement cultivées. La variabilité climatique accentue encore cette vulnérabilité. L'irrégularité croissante des précipitations, les inondations localisées, la dégradation des sols et l'imprévisibilité saisonnière affectent la productivité des petits exploitants. Compte tenu de leur dépendance quasi totale à l'égard de l'agriculture pluviale, les chocs climatiques se traduisent directement par une insécurité alimentaire et une instabilité des revenus des ménages.

La province du Sud-Kivu se situe dans l'est de la RDC, partage ses frontières avec le Rwanda, le Burundi et le lac Tanganyika. Elle se caractérise par une forte densité de population dans des zones fertiles de hauts plateaux, des exploitations agricoles morcelées et de petite taille, des méthodes agricoles principalement manuelles et l'érosion des sols en terrain vallonné. Dans des territoires comme Walungu, l'une des zones d'intervention, les

conflits, la présence de groupes armés et les tensions entre agriculteurs et éleveurs affectent considérablement la production agricole et la stabilité communautaire. L'insécurité restreint l'accès aux terres agricoles, la supervision et le suivi des services de vulgarisation agricole, les voies de transport vers les marchés et la circulation de l'aide humanitaire et au développement. La dégradation des sols, l'accès limité aux intrants et le faible niveau de mécanisation contribue à une faible productivité. L'accès aux marchés des centres urbains comme Bukavu est par ailleurs limité par la vétusté des infrastructures routières et l'insécurité.

La province du Tanganyika, dont la capitale est Kalemie, se situe dans le sud-est de la RDC. Le Tanganyika, frontalier de la Zambie et de la Tanzanie, comprend de vastes communautés rurales et lacustres. Il a connu d'importantes tensions intercommunautaires, notamment entre les communautés bantou et twa (batwa). Bien que les violences à grande échelle aient diminué ces dernières années, le tissu social demeure fragile dans plusieurs territoires. L'accès à la terre reste un facteur structurel de vulnérabilité. La communauté batwa, historiquement marginalisée et souvent sans terre, est confrontée à une exclusion systémique des moyens de production. Le Tanganyika subit une variabilité des précipitations et une imprévisibilité saisonnière qui affectent la production des cultures vivrières de base. L'agriculture y est principalement de subsistance, pluviale et à faibles intrants. La faiblesse des infrastructures et le manque de services de vulgarisation agricole limitent la productivité et l'accès aux marchés.

Dans les deux provinces, les petits producteurs évoluent dans un contexte de vulnérabilités qui s'entrecroisent, notamment la pauvreté rurale chronique, les déplacements liés aux conflits, l'insécurité foncière, la faiblesse des infrastructures et ainsi que l'isolement du marché, des taux élevés de malnutrition, des inégalités économiques entre les sexes, la variabilité climatique et des systèmes de vulgarisation agricole insuffisants.

À Propos des Projets MNHP et RENUGL

Le Projet Multisectoriel de Nutrition et de Santé (MNHP) et le projet Résilience et Nutrition dans la Région des Grands Lacs (RENUGL) constituent une intervention à triple impact en RDC, comblant le fossé entre l'aide humanitaire, le développement à long terme et la consolidation de la paix locale dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika, touchées par le conflit. Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) contribue à hauteur de 15 millions de dollars à cette initiative. Ce montant comprend 9 millions de dollars pour le volet sécurité alimentaire du MNHP, un projet plus vaste piloté par la Banque mondiale (dont le budget total s'élève à 542 millions de dollars), et 6 millions de dollars pour la FAO afin de fournir une assistance technique complémentaire par le biais du projet RENUGL.

De manière générale, le soutien du GAFSP vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en renforçant la cohésion sociale et le dialogue communautaire, en promouvant une production agricole durable et sensible à la nutrition, et en améliorant les moyens de subsistance, l'entrepreneuriat et l'inclusion financière en milieu rural. Dans des contextes fragiles, comme dans l'est de la RDC, les progrès en matière de productivité agricole ne suffisent pas à eux seuls à améliorer durablement les résultats nutritionnels. La cohésion sociale, l'autonomisation des femmes, l'accès aux services financiers et la résilience climatique sont essentiels à une transformation durable du système alimentaire.

Le projet RENUGL s'appuie sur l'approche de la Caisse de Résilience (CdR) de la FAO, qui intègre le développement du capital social, productif et financier au niveau communautaire. Ses principales activités sont :

- a. *Clubs Dimitra* – Création de 400 Clubs Dimitra (CD), complétée par des réseaux de radios communautaires. Les Clubs Dimitra sont des groupes communautaires composés de 15 à 30 membres (femmes, hommes ou jeunes, mixtes ou non mixtes), conçus pour faciliter le dialogue et la résolution des conflits, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, renforcer la participation et la prise de décision au sein de la communauté, tout en luttant contre les tabous alimentaires néfastes et en sensibilisant le public à la nutrition.
- b. *Champ Écoles Paysan (CEP)* – création et soutien de 400 CEP. Les CEP servent de plateformes de vulgarisation participatives où les agriculteurs s'engagent dans un apprentissage expérimental en conditions réelles afin d'identifier des technologies

agricoles adaptées localement, de promouvoir une production végétale diversifiée et sensible aux besoins nutritionnels, de renforcer les pratiques de résilience climatique et d'améliorer la fertilité des sols et la gestion durable des terres. Le projet est mis en œuvre par l'intermédiaire de 30 centres de santé du Tanganyika, en les utilisant en tant que plateformes pour le suivi nutritionnel et la distribution agricole.

- c. *Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et petites entreprises* : création de 400 AVEC et soutien à environ 200 petites unités de production et de transformation. En facilitant l'accès aux services financiers au niveau communautaire, ces activités favorisent l'autonomisation économique des femmes, soutiennent l'entrepreneuriat des jeunes, facilitent la valorisation des produits et la diversification des revenus et renforcent la résilience des ménages face aux chocs économiques.

Les participants sont souvent inscrits à plusieurs niveaux de l'initiative, à travers les deux projets, créant ainsi une structure de soutien globale. Par exemple, grâce au MNHP, les ménages ont accès aux services de santé et ceux qui souffrent de malnutrition sont orientés vers un programme d'aide à la création de potagers. Un petit producteur adhère généralement à une FFS pour acquérir des compétences techniques et à une AVEC pour obtenir du capital, créant ainsi un système intégré de soutien globale. Parallèlement, les petits producteurs reçoivent des semences biofortifiées pour la production agricole. Ensuite, grâce à RENUGL, ils accèdent à un programme de formation technique et participent à un système d'épargne et de crédit volontaire pour obtenir des capitaux. Au total, le projet RENUGL cible 30 000 ménages, dont 41 % au Sud-Kivu et 59 % au Tanganyika.

Le ciblage repose sur des indicateurs de vulnérabilité spécifiques, certaines régions privilégiant la sécurité agricole et d'autres la nutrition. Au Tanganyika, par exemple, le programme intervient auprès des mères allaitantes et des mères d'enfants malnutris, en passant par les centres de santé, pour leur proposer un accompagnement nutritionnel. Au Sud-Kivu, 15 centres de santé de Walungu sont ciblés.

RENUGL, s'appuyant sur la présence opérationnelle existante de la FAO à Kinshasa, au Sud-Kivu et au Tanganyika, le projet mobilise des OSC sélectionnées en fonction de leur expertise et de leurs capacités opérationnelles. Fonctionnant selon un modèle de gouvernance décentralisée, il collabore avec des OSC locales et des organisations communautaires en tant que principaux acteurs techniques et sociaux, qui

pilotent la mise en place et le soutien des activités clés du projet. Le projet collabore avec six OSC locales : Action des Volontaires Unis pour le Développement et la Santé (AVUDS), Commission Diocésaine Caritas Développement Kalemie Kirungu (CARITAS), Sauve la Femme et la Jeune Fille du Katanga (SAFEKA), Amis de Personnes Vulnérables (APV), Action Contre la Détérioration (ACD), et Jeunesse pour la Solidarité et le Développement dans les Grands Lacs (JSD). Il a également signé des protocoles d'accord avec deux ministères du gouvernement provincial (le ministère de l'agriculture et celui de développement rural).

La mise en œuvre du projet est pilotée par l'UG-PDSS (Unité de Gestion du Projet de Développement du Système de Santé), une unité de gestion gouvernementale rattachée au ministère de la Santé publique de la RDC et basée à Kinshasa, qui détient le mandat fiduciaire du PMNS/MNHP. La coordination technique est assurée par la FAO à Bukavu et Kalemie, et se concentre sur le volet RENUGL-TA.

L'exécution sur le terrain est menée par des partenaires locaux de la société civile, sous la supervision technique des services gouvernementaux provinciaux, d'IPAPEL et de PRONANUT. Le renforcement des capacités des services gouvernementaux concernés a été intégré à chaque volet du projet afin de favoriser une appropriation institutionnelle à long terme.

Cette initiative s'aligne stratégiquement sur les objectifs politiques nationaux, tels qu'ils figurent dans le Plan national stratégique de développement (PNSD) de la RDC, la Stratégie sectorielle pour l'agriculture et le développement rural (SSADR), le Plan national d'investissement agricole (PNIA), la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSN), le Programme national de nutrition (PRONANUT), y compris le Cadre de programmation par pays (CPP) de la FAO et les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

La Méthodologie D'examen des Projets

ActionAid RDC, par le biais du Partenariat de la société civile pour le GAFSP, a mené l'évaluation des projets MNHP et RENUGL à Bakavu (Sud-Kivu) du 26 au 27 novembre 2026 et à Kalemie (Tanganyika) du 5 au 11 décembre 2026, avec le soutien des équipes de la FAO et de la Banque mondiale. Cette évaluation de terrain a adopté une approche qualitative participative, fondée sur les principes féministes et les droits humains, garantissant la prise en compte du genre et un processus de responsabilité mutuelle adapté aux conflits. Des stratégies d'échantillonnage raisonné et stratifié ont été utilisées, ciblant les participants aux projets au Sud-Kivu et au Tanganyika. Au total, 164 participants (115 femmes et 49 hommes) ont été mobilisés, assurant la représentation des petits producteurs (participants et non-participants aux projets, à des fins de comparaison), des groupes vulnérables (femmes enceintes et allaitantes, adolescentes de 15 à 35 ans et personnes déplacées) et des communautés marginalisées, avec une attention particulière portée aux populations autochtones Twa du Tanganyika.

Des outils qualitatifs ont permis d'assurer une évaluation multidimensionnelle de l'impact du projet. Des groupes distincts d'hommes, de femmes, de jeunes et de populations autochtones ont participé à des discussions thématiques à l'aide de grilles d'évaluation communautaires et de groupes de discussion (2 au Sud-Kivu ; 4 au Tanganyika) afin d'évaluer le projet au regard d'indicateurs spécifiques tels que la qualité des semences, le fonctionnement des AVEC et l'efficacité du Club Dimitra. Des entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (3 au Sud-Kivu ; 4 au Tanganyika ; 1 à Kinshasa) ont été menés auprès des responsables stratégiques et opérationnels afin de croiser les retours d'information des communautés avec les perspectives institutionnelles. Parmi les informateurs figuraient des coordinateurs provinciaux de la FAO, des représentants du gouvernement (IPAPPEL), des chefs traditionnels et des responsables techniques d'organisations de la société civile locales (SAFEKA, APV, JSD). Les témoignages de changement ont été documentés par la vidéo et la photographie, capturant ainsi la transformation qualitative des ménages.

L'évaluation a bénéficié d'une coordination institutionnelle efficace et d'une grande capacité d'adaptation aux impératifs

de sécurité, conformément aux protocoles de sécurité en temps réel des bureaux provinciaux de l'AA RDC. La mission au Sud-Kivu a été interrompue par une détérioration soudaine et grave de la situation sécuritaire, après que la zone soit tombée sous le contrôle du groupe armé Wazalendo. L'équipe d'évaluation a été évacuée sur ordre du responsable de la sécurité de la FAO. Si la mission au Tanganyika a débuté dans une relative stabilité, le contexte régional a rapidement évolué avec l'avancée des forces du M23 et leur prise de contrôle d'Uvira. L'équipe d'évaluation a donc dû accélérer la collecte de données et se concentrer sur les questions les plus cruciales.



'Quand une femme se lève, reculez' – un documentaire sur les projets MNHP et RENUGL à Bukavu, Sud-Kivu et Kalemie, Tanganyika. [Regardez-le ici](#). PHOTO : ACTIONAID RDC.



« J'étais vraiment découragée de faire de l'agriculture : quand j'ai planté 3 kilos de haricots, je n'ai récolté que 4. Mais après la formation et le soutien de l'agronome, j'ai semé les mêmes 3 kilos... et j'ai récolté 10. Pour moi, c'est un exploit extraordinaire. » Domitille Mitima, 45 ans, de Chahunda, Walungu. [Découvrez-en plus sur son histoire dans cette courte vidéo](#). PHOTO : ACTIONAID RDC

Civil Society Partnership for GAFSP

Le Partenariat de la société civile pour le GAFSP (OSC4GAFSP) est un consortium d'organisations de la société civile mandaté par le GAFSP pour évaluer une sélection de projets financés par des subventions dans sept pays : le Burundi, le Cambodge, la République démocratique du Congo (RDC), Haïti, le Laos, le Libéria et la Tanzanie. Ce consortium est piloté par ActionAid International, en collaboration avec le Forum des petits agriculteurs d'Afrique orientale et australe (ESAFF), le Partenariat asiatique pour le développement des ressources humaines en milieu rural (AsiaDHRRRA) et la Coordination pour des actions en santé et en développement d'Haïti (COSADH).

Impact du Projet

I. Productivité et Moyens de Subsistance des Agriculteurs

Le projet a manifestement amélioré les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages et a introduit des pratiques agroécologiques fondamentales. Toutefois, des obstacles systémiques, l'accès aux marchés, le régime foncier, la conception du climat et la logistique institutionnelle limitent la pleine réalisation de son impact transformateur. Alors que le projet visait à influencer les revenus grâce à un excédent commercialisable obtenu par la formation technique sur des techniques de plantation améliorées et l'utilisation d'intrants biologiques, l'impact observé est que la formation technique a augmenté les rendements, et en fin de compte la consommation des ménages, mais sans véritable excédent commercialisable.

L'élément central du projet mis en œuvre par la FAO était la distribution de maïs, d'arachides et de haricots biofortifiés. Si certaines semences, comme les haricots biofortifiés riches en fer, étaient initialement difficiles à obtenir en raison de leur faible disponibilité régionale, l'introduction du maïs biofortifié a commencé à modifier les profils de production locaux. La FAO se procure les semences auprès de fournisseurs qui font office de multiplicateurs en RDC.

Cinq des six groupes de discussion participant à l'évaluation ont fait état d'augmentations significatives des rendements. Par exemple, à Walungu, les femmes ont constaté une augmentation de leur production, passant de 3 kg de semences pour 4 kg de haricots avant l'intervention à 10-13 kg après la formation. Le passage d'un semis aléatoire à un espacement technique et l'utilisation d'intrants biologiques locaux ont été largement cités comme des facteurs de transformation, illustrant clairement le lien entre les connaissances acquises et l'amélioration des rendements.

« À ce stade, nous n'avons pas encore accès aux marchés externes. Notre premier objectif est de garantir la consommation familiale. Nous produisons principalement pour répondre à nos besoins directs. Il s'agit donc d'une production pour l'autoconsommation, ce qui réduit considérablement le surplus disponible pour un marché plus large. »

Groupe de femmes CSC, Mulonge.

Les écoles pratiques d'agriculture (EPA) ont servi de laboratoires pratiques, les agriculteurs soulignant l'avantage indéniable que leur a apporté la maîtrise de certaines compétences techniques (espacement, traçage, profondeur de semis). Au Tanganyika, il apparaît que le renforcement

des groupements d'agriculteurs locaux s'est fait non par la distribution de documents, mais par une formation pratique. La gestion de parcelles de démonstration a permis à ces groupements de passer d'individus désorganisés à des coopératives techniques capables de gérer des ressources collectives. Les agents de vulgarisation agricole interrogés au Tanganyika et au Sud-Kivu ont confirmé que la formation agricole était axée sur la fertilisation à partir de matières premières locales et peu coûteuses. En réduisant le besoin d'intrants achetés (semences/engrais), le projet a accru les ressources financières des ménages. À Walungu, lors de groupes de discussion, hommes et femmes ont explicitement mentionné l'abandon des produits chimiques et le passage à la production de biopesticides et d'engrais organiques comme un changement majeur dans leur système agricole, ayant permis de réduire les coûts de production tout en améliorant la santé des sols.

De nombreux producteurs fonctionnent selon un système de subsistance plus étendu, privilégiant la consommation alimentaire des ménages à la commercialisation. Cette réalité explique un décalage causal observé entre l'augmentation des rendements et une véritable intégration au marché, en raison de l'insécurité, des contraintes de transport et de l'absence de systèmes de collecte organisés. Bien que les volumes de production aient augmenté, l'accès au marché reste largement théorique. L'excédent est trop faible pour justifier les coûts de transport élevés vers des plateformes régionales comme Kalemie ou Bukavu. Bien qu'il s'agisse d'une stratégie logique d'atténuation des risques pour les petits exploitants, compte tenu du contexte d'insécurité, elle représente un obstacle à la réalisation des objectifs de génération de revenus du projet. Par exemple, au Tanganyika (Mulonge, Tabaa et Lukwangulo), les groupes de discussion ont exprimé des désaccords marqués ou une position neutre quant à la question de savoir si le projet avait amélioré l'accès au marché, le classant comme «retressi» (rétréci/restreint).

Les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ont été citées comme le mécanisme de stabilisation le plus immédiat au niveau des ménages. Les participants ont indiqué avoir utilisé des prêts pour couvrir les frais de scolarité, les urgences médicales, les intrants agricoles et des activités génératrices de revenus à petite échelle. La création de 184 AVEC au Tanganyika seulement a institutionnalisé l'accès aux services financiers communautaires pour près de 5 000 producteurs, combinant formation technique agricole et gestion financière dans la région de Kalemie/Nyemba. Les AVEC se sont révélées être un facteur important de résilience, quatre des sept groupes de discussion ayant déclaré avoir lancé des activités génératrices de revenus supplémentaires en dehors de l'agriculture directe,

notamment de petits commerces de détail, comme la vente de boissons grâce aux prêts des AVEC, car ils s'autogèrent et font preuve d'un niveau élevé de connaissances financières. Dans 3 cas sur 7 Lors des groupes de discussion, les participants ont cité la capacité de payer les frais de scolarité comme principal indicateur de l'amélioration de leur niveau de vie.

Les agriculteurs ont également indiqué avoir bénéficié de la fourniture d'outils agricoles, tels que des pulvérisateurs à dos, des arrosoirs, des râteaux, des truelles, des houes et des brouettes. Cependant, agriculteurs et responsables de la distribution ont souligné que le recours exclusif à la force physique humaine limitait leur capacité à accroître leur production au-delà de la subsistance. La culture manuelle est physiquement épuisante et lente, en particulier pour les femmes qui doivent déjà assumer une double charge de travail, entre les tâches domestiques et celles liées au projet. La maîtrise des techniques agricoles (espacement et traçage) a permis d'augmenter les rendements, mais sans outils motorisés (par exemple, motoculteurs ou motoculteurs), les agriculteurs ne peuvent pas étendre les surfaces cultivées sans engendrer des coûts de main-d'œuvre prohibitifs. Pour passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale, la communauté exprime clairement le besoin d'une mécanisation à petite échelle.

Conscients de l'insécurité et des contraintes liées aux pôles régionaux, les agriculteurs ont sollicité un soutien pour des solutions alternatives locales et concrètes leur permettant de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commercialisée. Ils ont exprimé un vif désir de formaliser leurs échanges commerciaux avec les communautés et districts voisins. En privilégiant ces circuits courts, le projet pourrait aider les producteurs à valoriser leurs produits

localement, réduisant ainsi considérablement les coûts de transport et les risques sécuritaires associés aux longs trajets vers Kalemie ou Bukavu. Par ailleurs, les agriculteurs ont suggéré la création de centres de collecte ou de coopératives villageoises, permettant aux petits exploitants de regrouper leurs excédents et de négocier le transport partagé ou d'attirer directement les acheteurs au village, allégeant ainsi le fardeau du transport vers les marchés et le déchargeant des producteurs individuels, souvent vulnérables.

Leçons Clés

- Les rendements et la sécurité alimentaire des ménages se sont améliorés, grâce à une formation technique sur les techniques agroécologiques dispensée par les CEP.
- La réduction de la dépendance aux intrants achetés a permis de diminuer les coûts de production et de renforcer la capacité d'épargne des ménages.
- L'amélioration de la productivité n'a cependant pas généré de revenus supplémentaires, car les agriculteurs privilégient rationnellement la consommation des ménages en raison de l'insécurité, des coûts de transport élevés et de la faiblesse des systèmes de marché.
- La mise en place de mécanisations à petite échelle, la création de coopératives ou de points de collecte au niveau des villages et un accès plus sûr aux terres pourraient faciliter la commercialisation.

II. Résilience Climatique, Adaptation et Agroécologie

Bien que non explicitement présentées comme des programmes climatiques, les pratiques adoptées par les agriculteurs dans le cadre du projet s'inscrivent dans les principes agroécologiques, notamment la fertilisation organique, la diversification des cultures, les techniques de rétention d'humidité des sols et la réduction de la dépendance aux intrants achetés. Si la résilience climatique et l'agroécologie n'étaient pas les principaux axes stratégiques de la conception des projets, ces derniers ont néanmoins réussi à introduire des techniques agroécologiques fondamentales sous couvert d'« itinéraires techniques améliorés ».

Les agriculteurs ont adopté des systèmes de culture diversifiés et des techniques de fertilisation biologique. Tous

les agents de vulgarisation agricole interrogés ont confirmé une évolution vers des solutions de gestion de la fertilité des sols peu coûteuses et d'origine locale. La diversification des cultures est passée de 1 à 2 cultures avant l'intervention de 3 à 5 variétés sur plusieurs sites. Au Sud-Kivu, le responsable du développement rural du gouvernement a indiqué que les agriculteurs cultivent désormais au moins 4 à 5 variétés différentes, dont le maïs, les haricots, l'amarante et la patate douce, contre une monoculture ou une double culture auparavant. Le même constat a été fait au Tanganyika, où les agriculteurs ont renforcé la résilience de leurs ménages grâce à la création de potagers familiaux. Avec l'amarante, les légumes et le maïs biofortifié, les agriculteurs abandonnent progressivement la monoculture. Un champ diversifié constitue une protection naturelle contre les aléas climatiques : si une culture est compromise par les ravageurs ou des pluies irrégulières, les autres peuvent survivre.

« Par le passé, nous utilisons des produits chimiques vendus sur les marchés. Actuellement, on nous a appris à les produire nous-mêmes avec des matières premières faciles à trouver dans la communauté... cela aide le sol à rester fertile. »

Xavier Iragi Tabaro, CSC des hommes, Chiriri.

« On nous a appris à produire [de l'engrais] nous-mêmes avec des matières premières faciles à trouver dans la communauté. Avant, nous utilisons des produits chimiques vendus sur le marché que nous ne pouvions pas toujours nous permettre. »

Groupe de discussion d'hommes, Chiriri.

La plus grande réussite agroécologique a été la transition des engrais et pesticides chimiques commerciaux vers des alternatives biologiques produites localement par les agriculteurs. L'abandon des engrais chimiques au profit de ces alternatives biologiques contribue directement à l'adaptation agroécologique. Les producteurs de Walungu et de Kalemie ont constaté que leurs sols sont plus frais et plus résistants aux fortes pluies grâce à l'utilisation de matière organique. Au Sud-Kivu, les producteurs ont également indiqué avoir appris à fabriquer des biopesticides à partir de matières premières locales. Ce changement a été motivé autant par la nécessité économique (coût élevé des produits chimiques) que par l'adaptation environnementale.

Les participants aux Champs Écoles Paysans (CEP) ont indiqué que de nouvelles techniques de semis (espacement et traçage) et l'utilisation de fumier organique contribuaient à une meilleure rétention d'humidité du sol. Dans un contexte de précipitations irrégulières, cette approche s'est avérée une stratégie d'adaptation au changement climatique pratique, bien que non documentée. Seul un informateur clé sur huit a explicitement lié ces techniques agricoles à l'adaptation au changement climatique, ce qui suggère que, malgré la résilience de ces pratiques, la notion d'adaptation au changement climatique n'était pas un élément central de la communication du projet auprès des parties prenantes.

Leçons Clés

- Les pratiques agroécologiques fondamentales ont été adoptées avec succès – bien que le projet manque d'un cadre climatique explicite.
- Les incitations économiques (réduction des coûts) favorisent fortement l'adoption de pratiques positives pour le climat.
- La diversification des cultures et la gestion biologique des sols améliorent la résilience face aux précipitations irrégulières et aux chocs climatiques.
- Le faible niveau de connaissances climatiques des participants limite la consolidation et la généralisation des résultats en matière d'adaptation.

III. Sensibilité au Genre et Autonomisation des Femmes

Au Sud-Kivu, les femmes jouent un rôle central dans la production alimentaire et la nutrition des ménages, mais elles disposent souvent d'une sécurité foncière limitée et d'un contrôle sur les revenus issus de la vente des produits agricoles. Si elles sont devenues les principales utilisatrices de potagers biofortifiés, contrôlant ainsi la production alimentaire pour la famille, les hommes conservent le contrôle en grande partie la vente des excédents agricoles et les revenus qui en découlent.

Les mécanismes d'inclusion financière, tels que les AVEC, ont été particulièrement transformatrices car elles ont renforcé l'autonomie économique des femmes et consolidé la capacité d'absorption des chocs et la stabilité des ménages. Dans les contextes où l'infrastructure bancaire formelle est limitée, les AVEC constituent des filets de sécurité essentiels gérés par la communauté et des plateformes d'investissement.

Les participants ont déclaré avoir eu recours à des prêts. Non seulement pour les intrants agricoles, mais aussi comme un rempart essentiel contre les chocs sociaux, notamment les frais de scolarité, les urgences médicales et les coûts de mariage. Les AVEC ont fondamentalement transformé la dynamique du pouvoir au sein des ménages.

En offrant aux femmes un mécanisme d'épargne et de crédit, le projet leur a conféré une autonomie économique qui se traduit par une participation aux décisions familiales. Le projet a joué un rôle de catalyseur dans la transformation du rôle social des femmes, passant de gestionnaires passives du foyer à actrices économiques actives (dépendantes à co-responsables) et leaders communautaires. Au Sud-Kivu, les hommes ont constaté un changement de perception de leurs épouses, grâce à leur capacité accrue à contribuer financièrement lors de crises familiales telles que le paiement de la dot ou des frais médicaux. Cela a permis de réduire les tensions conjugales et d'améliorer le climat social. La voix des femmes dans la planification familiale.



« Faire partie du AVEC m'a permis d'économiser et de mieux planifier mes dépenses. Avec l'argent que j'ai reçu du paiement en novembre 2025, j'ai pu louer un champ légèrement plus grand que celui de ma famille... Je suis sûre qu'à la récolte, je pourrai vendre et obtenir un bon revenu. » Mapendo Naweza, participante, Walungu. PHOTO : ACTIONAID RDC

« Dans ma famille, mon frère cadet était censé se marier, mais nous manquions d'argent pour la chèvre à offrir aux beaux-parents. Ma femme a rapidement trouvé une solution en contractant un prêt de 150 000 francs congolais auprès de son AVEC. Maintenant, elle a une place spéciale dans ma famille parce qu'elle nous a sauvés de la honte. »

Xavier Iragi Tabaro (participant masculin au groupe de discussion), Walungu.

Un thème psychologique important s'est dégagé concernant l'*es niveaux de vie. À Walungu, des hommes ont notamment indiqué que le projet les avait aidés à « éviter la honte » en permettant à leurs épouses d'accéder à des fonds pour les obligations familiales qu'ils ne pouvaient assumer seuls. Cela témoigne d'une évolution profonde de la cohésion communautaire et du renforcement de la dignité des familles.

Dans plus de 60 % des comités communautaires nouvellement créés, les femmes occupent des postes à responsabilité. L'accès à une autonomie financière a renforcé leur pouvoir de décision au sein des foyers. Elles ont constaté une amélioration de leur statut social et de leur influence familiale. Le projet a délibérément placé des femmes à des postes de direction au sein des clubs Dimitra et des CEP/FFS. Pour la première fois dans de nombreuses communautés, les femmes ne sont pas seulement

membres, mais aussi présidentes et secrétaires de comités. Par exemple, au Tanganyika, une mère d'un enfant souffrant de malnutrition a été recrutée à un poste professionnel au sein de l'OSC (APV) grâce à ses compétences en leadership démontrées lors des activités communautaire du projet.

Cependant, le projet ait permis d'améliorer la situation économique et sociale des femmes, des lacunes importantes persistent concernant le travail domestique non rémunéré.

Outre leurs tâches domestiques traditionnelles, les femmes pratiquent désormais l'agriculture, gèrent leur épargne et participent à des réunions associatives. Certains groupes de discussion ont toutefois indiqué que, malgré leur autonomisation, leur charge de travail a doublé, ce qui souligne la nécessité d'interventions futures pour favoriser une meilleure répartition du travail domestique.

De plus, malgré l' utilisation de semences biofortifiées et la formation technique, de nombreuses femmes restent sans terre, ce qui les contraint à des contrats de location précaires et les expose à un risque d'endettement. Par exemple, lorsque le financement aux AVEC a été coupé, certaines femmes se sont retrouvées légalement et financièrement tenues de payer la location des terres qu'elles ne pouvaient plus cultiver faute de ressources. Ceci démontre la nécessité de soutenir les femmes en leur garantissant la sécurité foncière, en plus de la fourniture de semences.

Le lien de causalité entre l'autonomisation et le développement est clair : l'accès au financement (AVEC/ VSLA) associé aux connaissances techniques (CEP/FFS) entraîne une augmentation de la production et, dans certains cas, des revenus, ce qui a permis d'améliorer le statut social des femmes. Le projet a permis d'atteindre les femmes les plus vulnérables, notamment les femmes autochtones Batwa et les personnes déplacées internes.



« Aujourd'hui, mon mari et moi travaillons ensemble dans les champs. Cela nous aide beaucoup. Lorsque nous sommes unis, nous faisons davantage pour notre famille... Aujourd'hui, même si la vie reste difficile, nous avons retrouvé l'espoir. Nous avons appris à nous relever et à compter sur nous-mêmes. » Yohali Moustapha, Kalemie, Tanganyika. Découvrez-en plus sur son histoire dans cette courte vidéo. [Hear more about her story in this short video.](#)
PHOTO : ACTIONAID RDC

Leçons Clés

- L'inclusion financière a travers les AVEC, combinée à une formation agricole, accroît considérablement l'autonomie économique et le pouvoir de décision des femmes .
- Le fait de confier intentionnellement des rôles de leadership aux femmes renforce leur statut social, tout en contribuant à la stabilité du foyer et à la cohésion communautaire.
- Les progrès en matière d'autonomisation sont compromis par la persistance de l'absence de terres et l'accès précaire aux ressources productives.
- L'augmentation des responsabilités sans redistribution du travail de soins non rémunéré risque de surcharger les femmes.

IV. Nutrition

Au Sud-Kivu, les deux Les groupes de discussion ont unanimement constaté un accroissement de la variété alimentaire. L'introduction de maïs, de haricots, d'arachides et de légumes potagers biofortifiés (amarante, aubergines Black Beauty et Nyanya, oignons, tomates et chou chinois, par exemple) a contribué à des améliorations notables de la diversité alimentaire. Les bénéficiaires ont souligné à plusieurs reprises la réduction des inégalités face à la faim. Même lorsque l'approvisionnement en semences biofortifiées spécialisées s'avérait difficile, le projet a privilégié les cultures améliorant la valeur nutritionnelle des repas familiaux. À Walungu (Sud-Kivu), tous les participants aux groupes de discussion ont confirmé l'augmentation de la variété des aliments dans leurs assiettes. En revanche, au centre de santé APV (Tanganyika), malgré des progrès observés, les participants ont déclaré que « la malnutrition n'est pas encore éradiquée », malgré les efforts du projet. Ils ont également décrit comment les clubs Dimitra mis en place contribuent à la fois à la cohésion sociale et à l'amélioration de l'éducation nutritionnelle au sein des ménages agricoles.

Le Ce projet cible spécifiquement les femmes, véritables « gardiennes de la nutrition », et a permis de distribuer des kits de semences biofortifiées à 3 000 femmes rien qu'au Tanganyika. Selon la responsable du projet : « *Nous ciblons*

les femmes car ce sont elles qui gèrent les ressources. Si une femme est formée à la biofortification, la santé de l'enfant s'améliore immédiatement. »

Lier les interventions agricoles, notamment les semences biofortifiées et les potagers, aux programmes de nutrition des centres de santé a permis de définir une stratégie efficace pour améliorer à la fois la disponibilité alimentaire et la qualité de l'alimentation. Les centres de santé servent de points de convergence pour le dépistage des enfants malnutris, l'éducation nutritionnelle et l'accès aux semences biofortifiées. Ainsi, un circuit de soins permet d'orienter les enfants malnutris dépistés dans les centres de santé vers les ménages recevant des semences biofortifiées, établissant un lien direct entre les résultats cliniques et la production agricole.

Le projet MNHP travaille avec HarvestPlus (le partenaire d'assistance technique pour la biofortification) afin d'accroître la portée et l'étendue des interventions nutritionnelles destinées à deux populations vulnérables sur le plan nutritionnel : les enfants âgés de 0 à 23 mois et les femmes enceintes et allaitantes. Bien que le projet ait distribué du maïs enrichi en vitamine A et des haricots riches en fer au Sud-Kivu, le partenariat offre la possibilité d'élargir les variétés de cultures pour inclure le manioc enrichi en vitamine A et la patate douce orange (OSP).

« Le problème de la malnutrition diminue... nous pouvons voir la variété des cultures dans les champs. Les petits exploitants agricoles et les éleveurs deviennent de plus en plus confiants dans leur travail sur le terrain. » — Entretien clé avec l'agent gouvernemental de développement rural.

Le lien de causalité ici est graines biofortifiées + formation au jardin potager = augmentation de l'apport en micronutriments. Le chef de projet a noté que, bien que le projet ciblait 30 000 foyers, l'impact réel se mesure par le nombre d'enfants n'apparaissant plus dans les statistiques de « malnutrition aiguë » dans les centres de santé.

Leçons Clés

- La mise à disposition de cultures biofortifiées et de potagers améliore sensiblement la diversité alimentaire et réduit les inégalités face à la faim.
- Cibler les femmes en tant que responsables de la nutrition accélère l'amélioration des résultats nutritionnels au niveau des ménages.
- Lier l'agriculture aux services de nutrition des centres de santé permet de mieux atteindre les groupes les plus vulnérables.
- La malnutrition persistante indique la nécessité d'élargir la gamme des cultures et de mettre en place des programmes nutritionnels durables.

V. Participation et Cohésion Communautaires

Le projet adopte une approche intégrée, alliant soutien technique agricole, cohésion sociale et inclusion financière.

La contribution la plus significative du projet à la cohésion communautaire a été la création d'espaces neutres, via les Clubs Dimitra, pour le dialogue et la coopération économique, ce qui a permis de s'attaquer directement aux tensions communautaires profondément enracinées. Les groupes locaux servent de plateformes de gouvernance après avoir été formés à la résolution des conflits et à l'autonomie. Les clubs Dimitra ont permis de résoudre des conflits fonciers complexes entre éleveurs et agriculteurs sans médiation extérieure, marquant ainsi un progrès significatif dans la maturité institutionnelle locale. Au Sud-Kivu (Walungu), la destruction des récoltes par le bétail errant constituait une source majeure de fragilité. Les clubs Dimitra ont servi de plateforme de médiation où la communauté a établi des codes de conduite locaux. Les agriculteurs se sont engagés à clôturer leurs parcelles, tandis que les éleveurs ont adopté une gestion stable de leur cheptel. Cette stratégie locale de gestion des ressources a permis de réduire les cycles de vengeance et d'améliorer la sécurité de la communauté.

« Ce qui m'a étonné, c'est la création de clubs Dimitra spontanés. Nous n'avons fourni que la méthodologie, mais ils ont pris leurs propres initiatives. Certains ont même commencé des champs communautaires sans nous attendre. »

Paulin Kakule Bukundika, FAO Bukavu

Le volet « cohésion sociale » du projet reconnaît que, dans les zones fragiles touchées par les conflits et les déplacements de population, les interventions productives nécessitent un socle de confiance, de dialogue et d'action collective. Dans plusieurs zones, l'étude a révélé que la réconciliation sociale était une condition préalable à un engagement agricole efficace, soulignant la nécessité de privilégier la consolidation de la paix avant les interventions techniques dans les zones fragiles. Au Tanganyika, dans la région de Kasabondo, le projet s'est heurté à une fragilité ethnique historique. Le projet avait interrompu toute communication entre les communautés bantoues et autochtones batwa. En intégrant les deux groupes dans des jardins communautaires partagés et des clubs Dimitra, le projet a favorisé la réconciliation par le travail, réduisant les tensions et facilitant la communication. L'intérêt commun pour la protection d'une culture commune a catalysé la reprise du dialogue. Les champs de démonstration ont servi de modèles de gestion collective des ressources, montrant aux agriculteurs que les ressources partagées en eau et en sol pouvaient être gérées plus efficacement grâce à l'approche FFS (Farm Fields Farming) que par la concurrence individuelle. Cette réconciliation entre les communautés bantoues et batwa était une condition préalable à l'engagement agricole. La programmation agricole n'est devenue viable qu'après que les clubs Dimitra ont rétabli la confiance intercommunautaire. Tous Les groupes de discussion ont largement convenu que la cohésion sociale s'était améliorée.

Comme la fragilité économique est souvent à l'origine des conflits communautaires, les AVEC ont également joué

un rôle de stabilisation. En offrant à leurs membres la possibilité de résoudre leurs crises financières sans recourir à des mesures désespérées ni à des prêts abusifs, ces mécanismes ont permis de tisser des liens de confiance au sein des ménages. L'intégration des clubs FFS, AVEC et Dimitra a créé un effet synergique. Les participants étaient souvent inscrits dans plusieurs structures, renforçant ainsi simultanément leur capital social, productif et financier.



Réunion de la AVEC à Kawama, Tanganyika. PHOTO : ACTIONAID RDC

Le projet a veillé à l'inclusion délibérée des groupes marginalisés, les Batwa autochtones et les personnes déplacées internes occupant des postes de direction. À Kalemie, les critères de ciblage étaient fondés sur les besoins, garantissant ainsi l'intégration des personnes traditionnellement exclues de la propriété foncière dans les activités des jardins communautaires. Dans certains villages, majoritairement pygmées, les autochtones occupent des postes à responsabilité et travaillent aux côtés des Bantous. Dans le groupe de discussion de Lukwangulo, 12 des 22 participants étaient des personnes déplacées internes. Leur pleine intégration aux structures agricoles et financières du projet témoigne d'un haut niveau d'inclusion sociale. Des membres de la communauté Batwa occupent désormais des postes de présidence ou de secrétariat au sein des comités communautaires, ce qui représente une évolution des hiérarchies de pouvoir traditionnelles. En garantissant aux Batwa et aux femmes l'accès inconditionnel à des postes de direction, le projet a remis en question les causes structurelles de la fragilité en autonomisant les groupes marginalisés.

Les participants ont unanimement convenu que le projet encourageait la participation communautaire à sa mise en œuvre ; toutefois, ils ont noté

Des lacunes subsistent quant à leur implication dans la planification et la budgétisation. Bien que les groupes

communautaires soient les moteurs de la mise en œuvre, leur rôle dans la planification stratégique et la budgétisation demeure marginal. Les participants ont souvent eu le sentiment que les objectifs du projet étaient prédéterminés. Le chef de projet a confirmé que, malgré le statut de partenaires contractuels des OSC, la conception générale était fortement influencée par les cadres des entités de supervision (Banque mondiale, FAO), laissant peu de place à des ajustements budgétaires impulsés par la communauté.

Les OSC sont les principaux facilitateurs des activités communautaires et le pilier de la résilience du projet. Ce dernier s'articule autour d'une structure à trois niveaux, impliquant les OSC (partenaires de mise en œuvre), les structures communautaires (Clubs Dimitra, FFS, AVEC) et les petits producteurs. Cette organisation permet un engagement fréquent et une intervention stable. autrement ce ne serait pas possible. Lors de la détérioration de la sécurité liée au M23, par exemple, l'équipe d'évaluation a constaté que les OSC locales ont maintenu leur présence opérationnelle alors que les acteurs internationaux étaient contraints d'évacuer. Ceci confirme l'importance des OSC locales pour le projet et leur fiabilité dans les zones de conflit. Bien que la supervision de la Banque mondiale soit soumise à des protocoles de sécurité stricts exigeant un retrait lors des avancées rebelles (comme ce fut le cas au Sud-Kivu), les OSC locales demeurent les piliers de la continuité. Leur personnel est recruté dans les zones du projet et reste un acteur permanent au sein des communautés, même en cas de recrudescence du conflit.

Toutes les OSC interrogées ont indiqué que le projet les avait aidées à renforcer leur réputation et leurs compétences techniques. SAFEKA, par exemple, a souligné qu'elle est désormais reconnue par la communauté comme une institution de référence en matière d'inclusion financière.



Membres du Club Dimitra à Kawama, Tanganyika. PHOTO : ACTIONAID RDC

Leçons Clés

- Les structures communautaires (FFS, AVEC, clubs Dimitra) sont des facilitateurs essentiels d'une agriculture productive dans les contextes touchés par les conflits, les clubs Dimitra facilitant efficacement le dialogue, la résolution des conflits et la gestion collective des ressources.
- Les jardins communautaires partagés et les clubs Dimitra ont facilité la réconciliation par le travail, l'intérêt pour la protection d'une culture commune agissant comme catalyseur, réduisant les tensions et facilitant la communication.
- Les OSC locales sont des piliers essentiels de la mise en œuvre et de la résilience, assurant la confiance, la continuité et l'accès dans des contextes précaires, même lorsque les acteurs internationaux se retirent.
- Les communautés sont fortement impliquées dans la mise en œuvre, mais restent marginalisées dans la planification stratégique et l'élaboration du budget.

« Nous ne savons pas comment ils font [la planification] ni si nous sommes vraiment impliqués. Nous voyons le personnel, nous posons nos questions, mais nous ne savons pas pour le budget. » — Groupe de femmes du CSC, Centre de santé APV.

Défis

Outre les lacunes identifiées dans les sections précédentes, l'évaluation a également relevé les défis suivants liés à la conception du projet, à la viabilité institutionnelle, à la gestion financière et contractuelle :

- Bien que l'impact au niveau des ménages soit évident, la pérennité du projet présente un tableau contrasté. Les connaissances techniques ont été intégrées aux communautés grâce aux clubs FFS et Dimitra ; toutefois, les agents des services techniques provinciaux disposent de moyens logistiques limités (motos/carburant) pour suivre les activités en cours et assurer un suivi continu au-delà des cycles du projet. Cela se traduit également par des préoccupations concernant la répartition des pouvoirs entre les OSC locales et le gouvernement, les représentants de ce dernier étant particulièrement sensibles à cette situation faisant valoir que davantage de ressources auraient dû être acheminées directement par le biais des structures étatiques pour garantir une assistance technique continue.
- Les retraits de financement ou les changements contractuels imprévus compromettent la confiance à long terme. L'arrêt brutal du fonds d'accélération de 1 000 dollars américains destiné aux AVEC (Associations villageoises d'épargne et de crédit), que la FAO devait octroyer aux 60 % des AVEC les plus performantes, a engendré des risques financiers et de réputation. Bien que l'UG-PDSS (Gestionnaire mondial du développement et du soutien aux projets) prévoit de maintenir ce financement après évaluation des performances des AVEC, le transfert de cette responsabilité de la FAO à l'UG-PDSS a entraîné de longs retards. Certaines femmes ont pris en location des terres ou contracté des dettes en prévision de ce soutien, mais lorsque le financement du projet a cessé, certaines se sont retrouvées juridiquement et financièrement responsables de terres qu'elles ne pouvaient plus cultiver. De même, l'annulation par la Banque mondiale du contrat avec la FAO, en raison de retards internes et de l'implication de HarvestPlus, a suscité des inquiétudes.
- L'étendue géographique du projet, qui couvre une centaine de villages, a engendré des difficultés d'accessibilité, d'impact et de sécurité dans certaines zones de mise en œuvre.
- L'initiative étant financée par deux projets, certains interviewés ont constaté que leurs cycles de décaissement différents ont entraîné une mise en œuvre insuffisamment harmonisée. Il est toutefois intéressant de noter qu'au niveau communautaire, les participants ont rarement fait de distinction entre les projets, ce qui suggère une forte cohérence opérationnelle sur le terrain, malgré la séparation des mécanismes administratifs observée.

Conclusions et Recommandations

L'intervention est à plusieurs niveaux, MNHP assurant des programmes multisectoriels plus vastes en matière de nutrition et de santé, et RENUGL fournissant le renforcement des capacités et l'assistance technique en matière de résilience reflètent l'objectif du GAFSP de consolider la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à des investissements coordonnés dans la productivité agricole, la résilience et les capacités institutionnelles. L'évaluation révèle l'atteinte des objectifs du projet au niveau des ménages, notamment en matière de connaissances agricoles, de sécurité alimentaire et d'inclusion financière, et met en lumière plusieurs pratiques reproductibles à plus grande échelle. L'architecture intégrée du projet, qui associe le soutien à la cohésion sociale, l'agriculture technique et l'inclusion financière, est particulièrement adaptée au contexte fragile et marqué par les conflits en RDC ; toutefois, des risques structurels persistent quant à sa pérennité aux niveaux institutionnel et du système de marché.

Il est important de noter que les conclusions de cette étude doivent être interprétées dans un contexte où : les augmentations de rendement ne se traduisent pas automatiquement par un accès au marché en raison de l'insécurité et des contraintes de transport ; l'autonomisation économique des femmes est liée au régime foncier ; les structures de consolidation de la paix sont des conditions préalables à la réussite technique en agriculture ; les OSC locales constituent le socle de résilience opérationnelle lorsque les acteurs internationaux se retirent ; et les pratiques résilientes au climat sont motivées par des considérations économiques mais ont des conséquences environnementales importantes.

Compte tenu de l'ambition du projet d'améliorer le bien-être général des populations du Sud-Kivu et du Tanganyika par la consolidation de la paix, l'amélioration de la productivité agricole et l'accès aux microfinances, l'évaluation formule les recommandations suivantes :

- *Il convient de revoir la répartition géographique du projet.* Son déploiement dans une centaine de villages du Sud-Kivu engendre des risques logistiques et sécuritaires. Pour les initiatives futures, le GAFSP et les organismes de supervision (Banque mondiale et FAO) devraient envisager de limiter le nombre de villages, mais d'y concentrer davantage de participants, afin d'assurer un meilleur suivi et une sécurité renforcée.
- *Soutenir les structures gouvernementales pour assurer la pérennité des acquis du projet.* Ce dernier devrait renforcer le rôle des agents de vulgarisation agricole en leur confiant des responsabilités supplémentaires et en leur allouant un budget supplémentaire pour l'achat de motos et de carburant, afin de leur permettre d'effectuer des visites de suivi et de contribuer ainsi à la pérennisation des champs de démonstration du FFS.
- *Élaborer un plan d'activités de projet intégré.* Les activités financées par les fonds MNHP et RENUGL devraient être mieux intégrées afin d'éviter une mise en œuvre séparée. Les modalités de décaissement des fonds et les protocoles administratifs devraient être harmonisés pour garantir la cohésion des interventions. Cela permettrait d'éviter une mise en œuvre à deux vitesses, où la formation technique est prête, mais l'approvisionnement en intrants (comme dans le cas des semences biofortifiées) est en retard.
- *Reconnaître et de soutenir les OSC locales, véritables piliers de la résilience du projet.* Ces OSC jouent un rôle essentiel dans la continuité des interventions, car leur personnel est recruté localement et reste sur place, même en cas d'insécurité accrue. Le GAFSP et les organismes de supervision (Banque mondiale et FAO) devraient allouer une partie des fonds spécifiquement destinée à soutenir les OSC locales afin qu'elles puissent agir comme cellules de gestion de crise du projet et assurer la continuité des activités, même lorsque les organisations internationales doivent évacuer pour des raisons de sécurité.
- *Soutenir la planification et la budgétisation participatives.* Si les groupes communautaires sont les moteurs de la mise en œuvre du projet, leur rôle dans la planification stratégique et la budgétisation demeure marginal. Les organismes de supervision (Banque mondiale et FAO) devraient veiller à la participation des OSC et des communautés à la planification, à la budgétisation et au suivi, et permettre des réorientations budgétaires initiées par les communautés.
- *Il convient d'éviter les modifications brusque du financement des projets.* Les organismes de supervision (Banque mondiale et FAO) doivent s'abstenir de tout retrait improvisé de financement (comme le fonds d'investissement de 1 000 \$ des AVEC) ou de toute modification contractuelle. Lorsque de tels changements sont inévitables, il est préférable d'opter pour une approche progressive afin d'éviter d'endetter les agriculteurs vulnérables au titre de la location des terres et de préserver la confiance au sein de la communauté.

- *Prendre en compte l'impact du travail de soins non rémunéré.* Bien que le projet ait permis d'améliorer la situation économique et sociale des femmes, leur charge de travail a doublé, car elles doivent désormais gérer leurs économies et participer à des réunions en plus de leurs tâches de soins traditionnelles. Ceci souligne la nécessité d'une redistribution du travail domestique. Le projet devrait intégrer des modules de dialogue au sein des ménages dans ses formations afin d'encourager ce partage de tâches.
- *Investir dans les infrastructures communautaires pour lutter contre la fracture numérique.* Le projet devrait explorer la possibilité de soutenir les infrastructures numériques au sein des communautés, notamment la recharge solaire et la téléphonie mobile collective, afin de permettre aux femmes d'accéder aux informations sur les marchés et aux services financiers essentiels au développement de leurs activités génératrices de revenus.
- *Investir dans la mécanisation à petite échelle.* Les communautés expriment un besoin manifeste de mécanisation à petite échelle pour passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. Les interventions futures devraient envisager de fournir aux agriculteurs un accès à des outils motorisés de petite taille (tels que des motoculteurs, des batteuses motorisées ou des pompes solaires). Les stratégies pourraient inclure des subventions de contrepartie ou le recours au modèle AVEC, où les membres peuvent louer du matériel en utilisant leurs économies collectives pour leurs exploitations.
- *Plaider pour le droit foncier des femmes.* Bien qu'elles aient bénéficié de la formation technique et de la distribution de semences offertes par le projet, nombre d'entre elles demeurent sans terre, ce qui les contraint à accepter des contrats de location foncière précaires. Les organisations de supervision devraient collaborer avec les OSC locales et les autorités gouvernementales afin d'intégrer des modules de plaidoyer pour le droit foncier ou de crédit foncier dans la conception du projet.
- *Investir dans des points de collecte organisés ou des coopératives.* Il convient d'aider les agriculteurs et les collectivités locales à mettre en place ces structures. Cela permettrait de combler le fossé entre l'augmentation des rendements et la commercialisation des excédents en palliant les coûts de transport élevés et le manque de pouvoir de négociation.

With support from



Le Partenariat de la Société Civile pour le GAFSP apprécie le soutien financier généreux du GAFSP. Toutes opinions, conclusions ou résultats exprimés ici sont uniquement ceux du Partenariat et ne reflètent pas nécessairement les vues du GAFSP.

PHOTO DE COUVERTURE : Yohali Moustapha, une agricultrice de Kalemie, Tanganyika, récoltant de l'amarante dans son champ. CRÉDIT : ACTIONAID RDC

Design by www.NickPurserDesign.com



#CSOs4GAFSP

Pour plus d'informations, contactez CSOs4GAFSP@actionaid.org